

---

## Service de traduction

### MODIFICATION N° 002

La modification 002 est effectuée afin de :

- 1) modifier la DDP;
- 2) répondre aux questions de l'industrie; et
- 3) prolonger la date de clôture de l'invitation à soumissionner.

### 1) MODIFICATIONS À LA DDP

a) À la page 1 de la DDP,

**SUPPRIMER:**

Comments:

THIS DOCUMENT DOES NOT CONTAIN A SECURITY REQUIREMENT

Commentaires :

LE PRÉSENT DOCUMENT NE COMPORTE PAS D'EXIGENCE DE SÉCURITÉ

**INSÉRER:**

Comments:

THIS DOCUMENT CONTAINS A SECURITY REQUIREMENT

Commentaires :

LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE DES EXIGENCES RELATIVE À LA SÉCURITÉ

b) À la PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

**SUPPRIMER au complet :**

1.2 Exigences relatives à la sécurité

**REPLACER PAR:**

1.2 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

c) À la PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS, 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions,

**INSÉRER:**

Section V: Mesures de sauvegarde obligatoires

Installations ou locaux proposés par le soumissionnaire nécessitant des mesures de Sauvegarde.

Tel qu'indiqué à la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, le soumissionnaire doit fournir l'adresse complète de ses installations ou de ses locaux pour lesquelles des mesures de sauvegarde sont nécessaires à la réalisation des travaux :

N° civique / nom de la rue, unité / N° de bureau / d'appartement  
Ville, province, territoire  
Code postal  
Pays

L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du [Programme de sécurité des contrats](#) que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé, tel que décrit à la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité.

d) À la PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4 CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES

i) **SUPPRIMER:**

CTO4	Le soumissionnaire doit posséder un compte courriel lui permettant de recevoir et d'expédier de gros documents (jusqu'à 5 Mo) ainsi qu'avoir accès à un serveur FTP sécurisé pour la transmission de traductions. Le soumissionnaire doit fournir son adresse courriel dans sa soumission. Le SCDATA se réserve le droit de tester et de valider le compte courriel durant l'évaluation de la soumission.	
------	---	--

**REPLACER par :**

CTO4	Le soumissionnaire doit posséder un compte courriel lui permettant de recevoir et d'expédier de gros documents (jusqu'à 5 Mo). Le soumissionnaire doit fournir son adresse courriel dans sa soumission. Le SCDATA se réserve le droit de tester et de valider le compte courriel durant l'évaluation de la soumission.	
------	--	--

ii) **INSÉRER:**

CTO7	Le soumissionnaire doit: 1) détenir, à la date de clôture des soumissions, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau <b>PROTÉGÉ B</b> , délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.  2) démontrer que chaque ressource proposée détient une cote de <b>FIABILITÉ</b> en vigueur, délivrée ou approuvée par la Direction de	
------	--	--

	<p>la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). À la date de clôture des soumissions, le soumissionnaire doit détenir ou posséder un exemplaire « en cours » de l'attestation de sécurité de chacune des ressources proposées.</p> <p>Les renseignements suivants DOIVENT être fournis dans la proposition du soumissionnaire pour chaque ressource proposée :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Nom complet de la personne;</li><li>• Numéro de dossier de TPSGC</li></ul>	
--	--	--

e) **CHANGER «PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT» POUR:**  
«PARTIE 7- CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT», toute la numérotation subséquente changera en conséquence afin de commencer par « 7 », et

i) **SUPPRIMER au complet:**

7.1 Exigences relatives à la sécurité

**REEMPLACER par:**

7.1 Exigences relatives à la sécurité

7.1.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS dossier TPSGC LVERS-SP #10) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau **PROTÉGÉ B**, délivrées par la Direction de la sécurité industrielle canadienne de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
3. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données et(ou) de production au niveau PROTÉGÉ tant que la DSIC, TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées jusqu'au niveau **PROTÉGÉ B** y compris un lien électronique jusqu'au niveau **PROTÉGÉ B**.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions des documents suivants :

- a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe C;
- b. le *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

**7.1.2** Installations ou locaux de l'entrepreneur nécessitant des mesures de sauvegarde

**7.1.2.1** Lorsque des mesures de sauvegarde sont nécessaires pour réaliser les travaux, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour les renseignements relatifs à ses installations ou à ses locaux pour les adresses suivantes :

(À INSÉRER AU MOMENT DE L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

**7.1.2.2** L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du [Programme de sécurité des contrats](#) que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

ii) **SUPPRIMER au complet:**

7.11 Ordre de priorité des documents

**REMPLECEUR par:**

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- (a) les articles de la convention;
- (b) les conditions générales supplémentaires **4007** (2010-08-16), Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle;
- (c) les conditions générales **2035** (2016-04-04), Conditions générales – besoins plus complexes de services;
- (d) Annexe A, Énoncé des travaux;
- (e) Annexe B, Base de paiement;
- (f) Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (g) Annex D, Entente de non-divulgateion;
- (h) la soumission de l'entrepreneur en date du \_\_\_\_\_ (*inscrire la date de la soumission*).

f) **INSÉRER:**

**PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ**

**6.1 Exigences relatives à la sécurité**

1. À la date de clôture des soumissions, les conditions suivantes doivent être respectées :

- a) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- b) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7– Clauses du contrat subséquent;

- c) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé;
  - d) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
  - e) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents, tel qu'indiqué à la Partie 3 – section V : Mesures de sauvegarde obligatoires.
2. Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada \(http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html\)](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html).
- g) À l'Annexe «A», Énoncé des travaux,

- i) **SUPPRIMER au complet:**  
**4. Équipement et matériel**

**INSÉRER:**  
**4. Équipement et matériel**

L'entrepreneur doit fournir l'équipement, les fournitures et les services nécessaires (y compris la main-d'œuvre, la supervision et la gestion des services, les procédures d'inspection et le contrôle de la qualité) ainsi que les logiciels et les instruments pour accomplir le travail. L'entrepreneur doit être en mesure de recevoir et envoyer des documents électroniquement conformément aux exigences de la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) concernant les documents protégés B. L'entrepreneur doit avoir ou acquérir et maintenir une méthode de transfert électronique conforme aux exigences de la DSIC concernant les documents protégés B afin d'effectuer le travail requis, le tout sans frais supplémentaires pour le Canada.

L'entrepreneur doit aussi avoir accès à un service de messagerie pour qu'il puisse livrer et recevoir les documents si nécessaire.

- ii) **SUPPRIMER au complet:**  
**5.1 Processus**

**INSÉRER:**  
**5.1 Processus**

Les documents à traduire seront envoyés à l'entrepreneur par voie électronique avec une date de livraison proposée. Si l'entrepreneur n'est pas en mesure de respecter la date et l'heure de livraison, l'entrepreneur avisera immédiatement le coordonnateur de la traduction.

Si l'entrepreneur accepte de faire le travail et que, par la suite, il lui est impossible de respecter l'échéance, il doit en aviser le coordonnateur de la traduction immédiatement pour en arriver à une entente. Le non-respect de l'échéance sera considéré comme une livraison en retard.

L'entrepreneur doit renvoyer les documents traduits au STCCE, au STC ou au STPFD en utilisant la même méthode de transfert que celle utilisée pour les documents originaux.

- iii) **SUPPRIMER au complet:**  
**8.2 Lieu de travail**

**INSÉRER:**  
**8.2 Lieu de travail**

Les travaux doivent être effectués dans les installations de l'entrepreneur au Canada.

- iv) **SUPPRIMER au complet:**  
**8.4 Frais de messagerie**

**INSÉRER:**  
**8.4 Frais de messagerie**

Tous les documents seront envoyés par voie électronique, comme il est précisé à **4. Équipement et matériel** et **5. Livraison du travail**. Les traductions doivent être retournées par l'entrepreneur au STCCE, au STC ou au STPFD en utilisant le même mode de transmission. Toutefois, si le SCDATA éprouve des problèmes techniques, un service de messagerie sera utilisé aux frais du STCCE, du STC ou du STPFD. Si c'est l'entrepreneur qui éprouve des problèmes techniques, les frais de messagerie ne seront pas remboursés par le STCCE, le STC ou le STPFD.

- v) **INSÉRER:**  
**8.6 Les textes demeurent au Canada**

Les textes à traduire qui sont envoyés à l'entrepreneur doivent demeurer au Canada.

- h) **CHANGER « Annexe «C», ENTENTE DE NON-DIVULGATION » POUR:**  
**« Annexe «D», ENTENTE DE NON-DIVULGATION »**

i) INSÉRER:

Annexe « C »

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

COMMON-PS-SRCL#10	
 Government of Canada / Gouvernement du Canada	Contract Number / Numéro du contrat <hr/> Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED
<b>SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)</b> <b>LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)</b>	
<b>PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE</b>	
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance	3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant
4. Brief Description of Work / Brève description du travail	
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis	
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c.) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c.) <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès	
Canada <input checked="" type="checkbox"/>	NATO / OTAN <input type="checkbox"/>
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>	
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion	
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>	All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays: <input type="checkbox"/>
7. c) Level of information / Niveau d'information	
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>	NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>	NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>
SECRET <input type="checkbox"/>	COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	
	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
	SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
	TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
TBS/SCT 350-103(2004/12)	
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED	
	



Government of Canada  
Gouvernement du Canada

COMMON-PS-SRCL#10

Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

**PART A (continued) / PARTIE A (suite)**

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No  Yes  
Non  Oui

If Yes, indicate the level of sensitivity.  
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?  
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?  No  Yes  
Non  Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :

Document Number / Numéro du document :

**PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)**

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

- |   |   |   |  |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS<br>COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL<br>CONFIDENTIEL           | <input type="checkbox"/> SECRET<br>SECRET           | <input type="checkbox"/> TOP SECRET<br>TRÈS SECRET               |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET-SIGINT<br>TRÈS SECRET - SIGINT          | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL<br>NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET<br>NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET<br>COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS<br>ACCÈS AUX EMPLACEMENTS              |   |   |  |

Special comments:

Commentaires spéciaux : \_\_\_\_\_

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?  
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail?  No  Yes  
Non  Oui

If Yes, will unscreened personnel be escorted?

Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?  No  Yes  
Non  Oui

**PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)**

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No  Yes  
Non  Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?  
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?  No  Yes  
Non  Oui

**PRODUCTION**

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?  
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?  No  Yes  
Non  Oui

**INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)**

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?  
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?  No  Yes  
Non  Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?  
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?  No  Yes  
Non  Oui

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité  
UNCLASSIFIED



COMMON-PS-SRCL#10



Contract Number / Numéro du contrat
Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED

**PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)**

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.  
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.  
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

**SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF**

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC						
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	
											A	B	C				
Information / Assets Renseignements / Biens Production		✓															
IT Media / Support TI		✓															
IT Link / Lien électronique		✓															

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?  
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?  No / Non  Yes / Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).  
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquez qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

TBS/SCT 350-103(2004/12)

Security Classification / Classification de sécurité UNCLASSIFIED
--



## **2) RÉPONSES AUX QUESTIONS DE L'INDUSTRIE**

### **Question 1:**

Pourriez-vous m'aider avec les questions suivantes :

**Partie a)** Les sociétés à l'extérieur du Canada peuvent-ils soumissionner sur cet appel d'offres? (de l'Inde ou des É.-U. par exemple)

**Partie b)** Devons-nous être physiquement sur place pour des réunions?

**Partie c)** Les tâches (reliées à la DDP) peuvent-elles être effectuées à l'extérieur du Canada ? (de l'Inde ou des É.-U. par exemple)

**Partie d)** Pouvons-nous présenter une proposition par courriel?

### **Réponse 1:**

#### **Partie a)**

Les sociétés à l'extérieur du Canada ayant une filiale située au Canada peuvent soumissionner. Les travaux doivent être effectués au Canada (voir la modification 1g(iii) ci-dessus) et les soumissionnaires doivent satisfaire aux exigences de sécurité (voir les modifications 1a à 1g(i) et i ci-dessus).

#### **Partie b)**

Conformément à l'annexe A de l'Énoncé des travaux, il peut y avoir une exigence de tenir des réunions occasionnelles en personne et, le cas échéant, tel qu'énoncé à la clause 7.7.2 (Partie 7 – Clauses du contrat subséquent), l'entrepreneur ne sera pas remboursé pour les dépenses connexes.

#### **Partie c)**

Non. Tous les travaux doivent être effectués au Canada. Veuillez prendre connaissance de la modification 1 ci-dessus dans son intégralité.

#### **Partie d)**

Veuillez voir **2.2 Présentation des soumissions (PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES)** de la DDP:

Sauf indication contraire dans la demande de soumissions, les soumissions doivent être présentées à [procurements-achats@tribunal.gc.ca](mailto:procurements-achats@tribunal.gc.ca) et reçues au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la demande de soumissions.

Le Canada ne sera pas responsable des soumissions déposées en retard à destination après la date et l'heure de clôture des soumissions, même si celles étaient déposées avant l'heure de clôture.

En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ne seront pas acceptées.

### **Question 2:**

Pour ce qui est de CTO1 et CC3, y a-t-il un nombre minimal ou maximal de traducteurs qui doivent être proposés?

### **Réponse 2:**

Il n'y a pas de nombre minimal ou maximal de ressources requises dans la DDP. Toutefois, les soumissionnaires devraient offrir un nombre suffisant de ressources pour respecter leurs obligations

contractuelles en fonction du volume de travail estimé énoncé dans l'Énoncé des travaux.

Conformément à CC3, les points attribués pour les traducteurs seront calculés comme suit :

Pour chaque traducteur proposé qui détient

- a) seulement un grade en traduction (en anglais et en français), 5 points seront accordés;
- b) seulement un grade en droit et deux (2) ans d'expérience de la traduction de documents juridiques de l'anglais au français, 10 points seront accordés;
- c) un grade en droit, deux (2) ans d'expérience de la traduction de documents juridiques de l'anglais au français ainsi qu'un grade en traduction (en anglais et en français), 15 points seront accordés;
- d) aucune des qualifications demandées aux points a), b) ou c), aucun point ne sera accordé. Le nombre moyen de points accordés aux traducteurs servira à calculer le nombre total de points liés au critère CC3. Ce total ne pourra toutefois pas dépasser 10 points et sera calculé à l'aide de la formule suivante :

$$\begin{aligned} & (\text{Nombre total de points}) \div (\text{nombre de traducteurs}) \\ & = \text{nombre de points accordés (maximum de 10 points)} \end{aligned}$$

**Question 3:**

À CTO1, b) et c), suffit-il de simplement nommer ces ressources pour démontrer qu'elles font partie de notre personnel et qu'aucun renseignement supplémentaire n'est nécessaire, ou faut-il fournir plus de renseignements? Notre compréhension est que les autres critères se concentrent uniquement sur les « traducteurs ». Veuillez préciser.

**Réponse 3:**

Les soumissionnaires doivent nommer toutes les ressources qui effectueront des travaux en vertu de tout contrat subséquent. Veuillez consulter le nouveau critère obligatoire « CTO7 » dans l'amendement 1d(ii) ci-dessus.

**Question 4:**

Quel est le pourcentage de demandes qui seraient urgentes? Veuillez fournir une estimation de bonne foi.

**Réponse 4:**

Les pourcentages estimatifs de demandes « urgentes » sont les suivants :

TCCE : 5 %

TC et TPDF : 1 %

**Question 5:**

**Partie a)**

Quel est le pourcentage de documents, le cas échéant, qui nécessiteraient un travail en dehors des heures normales de bureau? Veuillez fournir une estimation de bonne foi.

**Partie b)**

De telles demandes seraient-elles soumises pendant les heures normales de bureau pour être effectuées après les heures de bureau?

**Réponse 5:**

**Partie a)**

Les pourcentages estimatifs de demandes exigeant du travail en dehors des heures normales de bureau sont les suivants :

TCCE : 1 %

TC et TPFD : 1 %

**Partie b)**

Oui.

**Question 6:**

Concernant la demande de proposition référencée, pourriez-vous nous indiquer si un diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS) en traduction est considéré comme un « grade en traduction » pour le critère coté CC3 ?

**Réponse 6:**

Oui.

**3) PROLONGER LA DATE DE CLÔTURE DE L'INVITATION À SOUMISSIONNER**

À la page 1 de l'invitation :

**SUPPRIMER:**

L'invitation prend fin: **14h00, le 13 avril 2018**

Fuseau horaire: **HAE (Heure avancée de l'Est)**

**INSÉRER:**

L'invitation prend fin: **14h00, le 26 avril 2018**

Fuseau horaire: **HAE (Heure avancée de l'Est)**

TOUS LES AUTRE TERMES AND CONDITIONS DE  
CETTE DDP DEMEURENT INCHANGÉS.